



# LETTRE D'ACTUALITÉS

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 37 – Semaines du 1<sup>er</sup> au 12 août 2022

## SOMMAIRE

### Énergie

- ❖ Le nouveau conseil d'administration d'Eletrobras souhaite développer le solaire et l'éolien.
- ❖ Les géants de l'acier au Brésil achètent progressivement leur autonomie énergétique.

### Infrastructures & Transports

- ❖ La CPTM prévoit 4,7 Mds BRL d'investissements pour la rénovation et l'expansion de son réseau ferroviaire.
- ❖ Le gouvernement de l'État de Bahia met en place des incitations fiscales pour attirer des opérateurs aériens.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Une coopération entre la BID et la BNDES vise à améliorer la préparation des projets de PPP et concession du secteur de l'eau et de l'assainissement.

### Et Aussi

- ❖ Les projets de concession et de privatisation pourraient attirer 3 Tri BRL d'investissement dans les 10 prochaines années.

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Les scientifiques brésiliens alertent sur les menaces qui pèsent sur l'Amazonie et le climat.
- ❖ Une nouvelle étude alerte sur les liens entre l'exploitation minière et la déforestation en Amazonie.
- ❖ L'État du Mato Grosso autorise les activités agricoles dans les zones protégées du Pantanal.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

## Énergie

### Le nouveau conseil d'administration d'Eletrobras souhaite développer le solaire et l'éolien

Réélu le 5 août dernier à la présidence d'Eletrobras, Wilson Ferreira Jr. a affirmé que la capitalisation et privatisation de l'entreprise – **65% de capital privé** – opérée le 9 juin 2022 pourrait lui permettre **d'augmenter ses investissements annuels de 4 Mds BRL (770 M EUR) à plus de 15 Mds BRL (3 Mds EUR)**. Après avoir déjà présidé l'entreprise entre 2016 et 2021, M. Ferreira souhaite désormais **concentrer les efforts sur le développement des énergies renouvelables, essentiellement solaires et éoliennes**. À l'avenir, l'entreprise devrait donc participer aux enchères de projets de production électrique organisées par le gouvernement fédéral. La feuille de route du nouveau conseil d'administration augmente l'intérêt des investisseurs pour les actions de l'entreprise. Si le gouvernement détient toujours la plus grande participation individuelle (35%), **l'opération de capitalisation a intéressé de nouveaux investisseurs exigeants sur les objectifs ESG** – dont les plus importants Banco Clássico (4,18% du capital) et 3G Radar (1,96% du capital) et les achats d'actions ont dépassé les **30 Mds BRL (6 Mds EUR)**. (Article [ici](#))

### Les géants de l'acier au Brésil achètent progressivement leur autonomie énergétique

Après un rude combat avec l'entreprise Auren – filiale de l'aciériste brésilien Votorantim – **la CSN** (Companhia Siderúrgica Nacional), **a remporté l'acquisition de la Compagnie de production d'énergie électrique de l'État du Rio Grande do Sul (SEEE-G)**. Environ 50% de l'électricité produite par la SEEE-G sera alors directement consommée par les usines de la CSN et le reste vendu sur le marché libre de l'électricité. Selon le président de la CSN, Marcelo Cunha Ribeiro, cette opération devrait permettre une réduction de 60% des coûts d'électricité de l'entreprise. Cet achat serait une **première étape de la stratégie de décarbonation et d'autonomie énergétique de l'aciériste**. CEEE-G possède 1 270 MW de capacités électriques, soit environ 13,3 % des capacités de production de l'État du Rio Grande do Sul. **Illustrant une tendance qui se dessine, Arcelor Mittal a également justifié le rachat de la CSP (Companhia Siderúrgica do Pecém) par la proximité d'un "hub" d'hydrogène vert à faible coût et la production d'énergie solaire et éolienne dans la région**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Infrastructures & Transports

### La CPTM prévoit 4,7 Mds BRL d'investissements pour la rénovation et l'expansion de son réseau ferroviaire

Dans son plan d'affaire 2022-2027, publié début août, la Compagnie de Transport Métropolitain de São Paulo (CPTM) présente son programme d'investissement pour rénover et continuer de développer son réseau ferroviaire sur les 5

prochaines années. Selon le document, **un total de 4,76 Mds BRL (909 M EUR) d'investissements est prévu d'ici 2027**. La CPTM indique notamment vouloir finaliser l'expansion de la ligne 13 jusqu'au quartier Barra Funda, à l'ouest du centre-ville, et reprendre le projet de la ligne 14, qui doit lier l'aéroport international de Guarulhos aux municipalités du sud-est de la région métropolitaine de São Paulo. L'entreprise prévoit

également de multiples investissements en faveur de la signalisation sur ses lignes, de la rénovation des stations, de la modernisation de ses ateliers de maintenance ou encore du développement de nouveaux outils et méthodes de gestion interne. **Près d'un quart des montants d'investissement annoncés – 1,19 Md BRL (227 M EUR) – devrait être mobilisé en 2022.** (Article [ici](#))

### Le gouvernement de l'État de Bahia met en place des incitations fiscales pour attirer des opérateurs aériens

Le 02 août dernier, **le gouvernement de l'État de Bahia a publié un décret prévoyant l'exemption d'ICMS** (impôt sur la circulation des marchandises et les prestations de services de transport interétatique et intermunicipal) pour l'importation d'avions et de pièces détachées, l'acquisition d'équipements aéronautiques et l'achat de kérozène, **pour toute compagnie nationale ou internationale s'engageant dans la mise en place et la gestion d'un hub aérien dans un aéroport international de**

**l'État.** Ces avantages fiscaux sont aussi **conditionnés à la mise en place, avant décembre 2023, d'un minimum de 5 vols internationaux par semaine et 50 vols nationaux quotidiens au départ et à l'arrivée des aéroports bahianais.** Depuis la parution du texte, **la compagnie GOL a déjà signé un accord avec le secrétariat du Tourisme de l'État** pour l'expansion et la mise en place d'un tel centre de distribution de vols dans l'aéroport international de Salvador. (Articles [ici](#) et [ici](#))



## Eau, Assainissement, Déchets

### Une coopération entre la BID et la BNDES vise à améliorer la préparation des projets de PPP et concession du secteur de l'eau et de l'assainissement

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) va financer à hauteur de 350 M USD (340 M EUR) un **accord de coopération technique avec la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES)** afin d'améliorer les études de viabilité de projets de PPP et de concession de services d'eau et d'assainissement dans les régions urbaines défavorisées et les zones rurales. L'objectif est de mettre en place des outils

pour calculer les montants d'investissements et les coûts opérationnels, ainsi que d'évaluer la viabilité technique et financière de ces projets, au regard de l'objectif d'universalisation des services d'eau et d'assainissement défini par le nouveau cadre du secteur de 2020. Ce dernier prévoit en effet de garantir un accès à l'eau potable courante à 99% de la population et une collecte du tout-à-l'égout à 90% de la population dès 2033. **À date, les zones rurales et les favelas sont sensiblement moins bien desservies que le reste du pays et ont davantage de difficultés à combler ce retard.** (Article [ici](#))

## &+ Et Aussi

### Les projets de concession et de privatisation pourraient attirer 3 Tri BRL d'investissement sur les 10 prochaines années

Selon les chiffres du ministère de l'Économie, **les projets de concession et de privatisation aboutis ou en développement pourraient permettre de mobiliser un total de 188 Mds BRL (36 Mds EUR) d'investissements publics et privés en 2022 et 203 Mds BRL (39 Mds EUR) en 2023** pour le développement des infrastructures du pays. Au total, **près de 2,9 Tri BRL (554 Mds EUR) pourraient être investis au cours de la prochaine décennie** dans les secteurs de l'énergie (36% du total), des

transports et de la logistique (21%), de l'eau et de l'assainissement (21%), des télécommunications (18%), ou de la mobilité urbaine (6%). **Le ministère de l'Économie a recensé 935 projets auprès des différents ministères et agences fédérales**, du Programme de Partenariat d'Investissement (PPI) et de la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES). Selon le ministre de l'Économie Paulo Guedes, **860 Mds BRL (164 Mds EUR) d'investissements auraient déjà été garantis** par les privatisations et contrats de concessions et PPP signés durant la mandature du président Jair Bolsonaro. (Article [ici](#))



## Amazonie & Biomes brésiliens

### Les scientifiques brésiliens alertent sur les menaces qui pèsent sur l'Amazonie et le climat

Des scientifiques brésiliens de renom ont présenté début août, durant la réunion annuelle de la SBPC (Société Brésilienne pour le Progrès et la Science), de **nouvelles études et données sur les évolutions du biome amazonien**. Les scientifiques ont une nouvelle fois **alerté sur la « bombe à retardement » que représente la dégradation de la forêt**. Les travaux du climatologue et membre du GIEC, Paulo Artaxo, ont montré qu'en plus des incendies et de la déforestation, **la détérioration de la forêt causée par le manque de précipitations et les fortes chaleurs s'accroît et représente une part importante des émissions de gaz à effet de serre**. La perte de couverture forestière réduit les précipitations – **-34% de précipitation en 40 ans** –, prolonge la saison sèche – passée de 3 à 5 mois sur la même période – et accentue la hausse locale des températures. **La température moyenne du biome a augmenté de**

**1°C sur les 4 dernières décennies**, mais dans les régions les plus dégradées dans le nord-est du biome, **cette hausse atteint jusqu'à 2,5 °C entre août et octobre**. Les scientifiques s'inquiètent de dommages irréversibles alors que **le dernier rapport du GIEC souligne le risque de savanisation du biome**. (Article [ici](#))

### Une nouvelle étude alerte sur les liens entre l'exploitation minière et la déforestation en Amazonie

Alors que **le gouvernement fédéral prône davantage de libertés pour les activités minières au sein des terres indigènes et autres zones protégées du bassin amazonien**, une étude parue le 28 juillet dernier dans la revue *Nature Sustainability* a modélisé les effets de leur légalisation dans 10 zones protégées des États de l'Amapá et du Pará. D'après les chercheurs, **une telle ouverture engendrerait une hausse de 80% de la déforestation dans la région étudiée par rapport à**

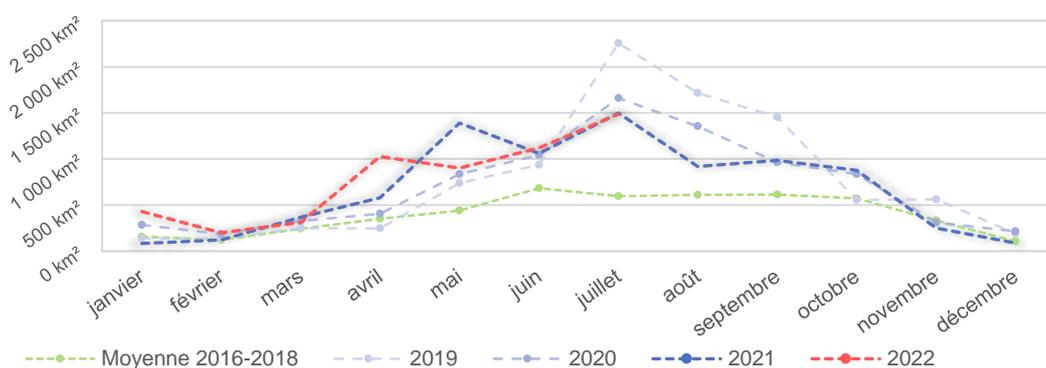
**un scénario sans légalisation.** Sur les 30 prochaines années plus de 240 nouveaux gisements aurifères pourraient être exploités, générant plus de 7 600 km<sup>2</sup> de déforestation. Ces pertes seraient essentiellement dues à la construction de nouvelles routes pour atteindre les sites d'exploitation et à l'accès facilité à des zones plus profondes de la forêt que ces voies offriraient à des activités d'élevage ou d'exploitation illégales de bois. Pour rappel, le gouvernement a lancé en février dernier un programme d'appui au développement de l'exploitation minière de petite échelle et le projet de loi 191/20, visant à autoriser l'exploitation minière dans les terres indigènes, est débattu au Congrès en régime d'urgence depuis le mois de mars. (Article [ici](#))

### L'État du Mato Grosso autorise les activités agricoles dans les zones protégées du Pantanal

Le 4 août dernier, l'État du Mato Grosso a adopté la loi n°11.861/2022 autorisant l'élevage extensif

**dans les zones de préservation permanente du Pantanal** et la mise en place de pâturages cultivés sur 40% de la surface de chaque propriété dans le biome. **Les détracteurs du texte fustigent une régression et une attaque à la protection de la plus grande plaine inondable du monde.** Les organisations environnementales, telles que le Formad (forum de l'environnement et du développement du Mato Grosso) ou Observa-MT, soulignent que les recommandations techniques de l'Embrapa (entreprise brésilienne de recherche sur l'agriculture et l'élevage) n'ont pas été prises en compte et que les populations affectées n'ont pas été sollicitées pour la rédaction du texte. **Le Pantanal est pourtant l'un des biomes les plus menacés du Brésil.** En 2020, d'importants incendies ont emporté plus de 40% du territoire de ce biome dans les flammes. Depuis 1985, l'extension des activités agricoles, le défrichement des terres et la réduction des précipitations – induite en partie par la déforestation en Amazonie – ont réduit de 74% les surface en eau du biome. (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 05 août

**5 655 km<sup>2</sup>**  
en 2022

**+7%**  
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)